



Déclaration liminaire du Sgen-CFDT Bretagne CSA SD 14 Novembre 2024

Madame la Directrice Académique, Mesdames et Messieurs les représentants de l'administration et des organisations syndicales,

Nous nous retrouvons aujourd'hui pour faire le bilan de la rentrée 2024.

Pour commencer, nous remercions les services pour les documents élaborés.

Cette fois la coupe est pleine et la CFDT souhaite rétablir certaines contre-vérités entendues ici ou là.

Certains hommes politiques se livrent effectivement à un détestable dénigrement de notre métier, voire à du harcèlement et de la diffamation, tout cela afin de justifier le sabotage de l'école publique.

Les enseignants français sont parmi les plus mal payés d'Europe et sont plutôt moins absents que les employés du secteur privé mais le gouvernement a décidé de les punir :

- En laissant plus ou moins dire que les enseignants ne travaillent que 6 mois par an 24 h par semaine. Cette déclaration aurait dû être l'objet d'un démenti officiel immédiat puisque rien que les obligations réglementaires de service représentent 27 h/semaine. Quid des corrections, préparations, réunions et rencontres avec les parents, alors que le forfait des 108 h est déjà « explosé » en décembre comme en attestent les calculs de la Cour des comptes elle-même car, oui, les professeurs des écoles sont des ingénieurs pédagogiques, ce qui nous est dénié par de nombreux hommes politiques.
- En prévoyant fournir l'essentiel des suppressions d'emplois de la fonction publique avec une saignée de 4000 postes supprimés, tout en affirmant sans vergogne que « l'école est la priorité du gouvernement ». C'est donc avec bienveillance que l'école est dépouillée (Et le fait qu'elle soit en crise depuis tant d'années est probablement le signe du vif intérêt que nos dirigeants lui portent).

La fermeture de nombreuses classes a déjà commencé cette année, comme le montrent vos documents, et elle va donc s'amplifier.

Cela va empirer les conditions de travail malgré les fiches SST qui s'empilent, notamment dans le 1^{er} degré, malgré les étudiants qui jettent l'éponge en arrivant dans les classes, malgré la pénurie de candidats dans certaines académies, malgré les enseignants de plus en plus nombreux à quitter le métier, malgré ceux qui préfèrent partir en retraite avec une décote plutôt que de continuer ainsi avec un travail qui ne cesse de s'intensifier, de se complexifier. Le tout dans un contexte de profbashing généralisé.

- En augmentant le nombre de jours de carence sans tenir compte de l'absence de médecine du travail alors même que le nombre de médecins généralistes sur le territoire est insuffisant, que nous sommes au contact de nombreuses maladies, que l'Etat ne prend pas en charge la moitié de la mutuelle, contrairement au secteur privé et que rien n'est fait pour améliorer la qualité de vie au travail des enseignants (notamment face à une inclusion mal pensée mais aussi à cause de partenaires maltraitants). C'est le travail qu'il faut soigner et non les fonctionnaires qu'il faut punir.

Autrefois, les instituteurs faisaient partie des catégories d'active et pouvaient partir en retraite à 55 ans. Il faut désormais faire 9 années de plus, dans des conditions dégradées. Comment justifiez, dans ces conditions, ces 3 jours de carence ?

- Face à une inclusion mal-pensée, dont les moyens sont en inadéquation avec les ambitions affichées par les gouvernements successifs, les collègues s'épuisent malgré leur volonté de bien faire leur travail.
- En modifiant une nouvelle fois les programmes sans même les avoir évalués, ce qui alourdit notre travail et en mettant en place le deuxième volet du choc des savoirs alors que les moyens sont déjà insuffisants pour le premier volet et que de nouvelles suppressions de poste sont annoncées. Comment allez-vous le financer et le mettre en œuvre ?
- De facto, la soi-disant revalorisation appelée « Pacte » a quasiment disparu alors qu'elle était censée mener à des « augmentations » de salaire.
- Enfin, ce gouvernement a décidé de supprimer la GIPA qui permettait d'amoindrir les effets de l'inflation et ce malgré la poursuite du gel du point d'indice.

Si la fonction publique est le nid à privilèges que prétend le gouvernement, pourquoi a-t-on tant de mal à recruter ?

Plutôt que des annonces stigmatisantes, la CFDT attend un travail de fond qui ne peut se mener que dans la co-construction, le respect et la loyauté. En phase avec le travail réel !

Les documents que vous nous présentez ne vont malheureusement pas dans le bon sens.

Certes la baisse démographique est réelle dans notre département. Mais le gouvernement veut raisonner comme si les conditions d'exercice étaient homogènes dans l'espace et dans le temps. Or le travail s'est intensifié, complexifié. La baisse démographique est donc l'occasion d'améliorer l'accompagnement de tous les enfants dans une logique résolument inclusive et tournée vers l'émancipation et la réduction des inégalités.

Certes, vous nous direz que 2000 postes d'AESH vont être créés mais dans une équation à somme très négative et, compte tenu de la précarité de ces emplois et de la course sans fin derrière les notifications, comment s'en réjouir ? En outre, nous constatons des difficultés importantes dans la mise en œuvre de la circulaire relative au travail des AESH sur le temps de pause méridienne. Commençons donc par reprendre le travail sur ces questions pour améliorer les conditions d'exercice des personnels et les conditions d'études des élèves. Par ailleurs, si les classes étaient moins chargées, les enseignants réussiraient davantage à s'occuper de tous les élèves sans avoir besoin d'AESH.

Quant aux suppressions de postes administratifs, notamment en services déconcentrés, nous savons ici, des 2 côtés de la table, combien notre ministère est sous-doté au regard des besoins. Non, il n'y a pas trop d'agents au rectorat ou dans les DSDEN. Notre ministère est sous-administré de manière chronique. Le nombre de postes est plus faible qu'en 2010 et, dans l'Education Nationale, nous sommes à 6 ETP pour 1000 agents contre 21 à 36 pour 1000 dans d'autres ministères.

Ce qui se profile, c'est donc bien une nouvelle dégradation des conditions de travail de notre service public (y compris le médico-social, fort mal en point, alors que son rôle est indispensable) et donc des élèves.

Si vraiment il faut amputer des lignes budgétaires, nous ne demandons pas à prendre sur la recherche publique, sur l'hôpital ou les dotations territoriales, nous vous suggérons de regarder du côté du SNU par exemple.

L'Education doit être considérée comme un investissement permettant aux jeunes générations et donc à notre pays d'agir sur le monde de demain.

La CFDT est extrêmement inquiète face à l'attitude du gouvernement – et de certains hommes politiques (dont les déclarations ont d'ailleurs peut-être pour seul but d'exister dans les médias).

Nos responsables politiques ne peuvent pas un jour célébrer l'école de la République et lui demander de résoudre toutes les tensions de notre société et, le lendemain, insulter celles et ceux qui font l'école tout en dégradant chaque jour un peu plus leurs conditions de travail. L'école et ses personnels doivent être soutenus sans relâche.

Invoquer la nécessité de responsabiliser les agents du service public est intolérable. Nous ne les excuserons pas. Parce que le temps de travail des enseignants est connu et qu'avant de parler d'un sujet, on se documente. Parce que trop de drames ont endeuillé la profession sans qu'il soit possible de douter du lien avec le travail. Nous n'oublions ni nos collègues qui ont mis fin à leurs jours, dans leur école, leur salle de classe ni ceux qui ont été tués.

Un peu de respect et de décence ne saurait nuire au débat politique.